

REDACTION,
ADMINISTRATION
IMPRIMERIE
PATRICE UMUMBA
2ème ETAGE
B. P. 341
TEL : 51 50
CONAKRY
REPUBLIQUE
DE GUINEE

HOROYA

Jeudi 21 et Vend. 22 mars 1968

N° 1428

4 Pages 25 Francs.

Directeur Politique
Léon MAKA

Directeur de Publication :
Mamadi KEITA

Directeur :
Fodé BERETE

HUITIEME ANNEE 1968

CONFERENCE AU SOMMET DES PAYS RIVERAINS DU FLEUVE SENEGAL

Bienvenue à nos illustres frères Léopold Sédar Senghor, Moktar Ould Daddah et Modibo Kéita

EDITORIAL

Pour une coopération africaine fraternelle

A partir d'aujourd'hui 21 mars 1968 jusqu'au 26 inclusivement, les Chefs d'Etat riverains du Fleuve Sénégal, les Présidents Léopold Sédar Senghor du Sénégal, Modibo Kéita du Mali, Moktar Ould Daddah de la Mauritanie et Ahmed Sékou Touré se réunissent en Guinée.

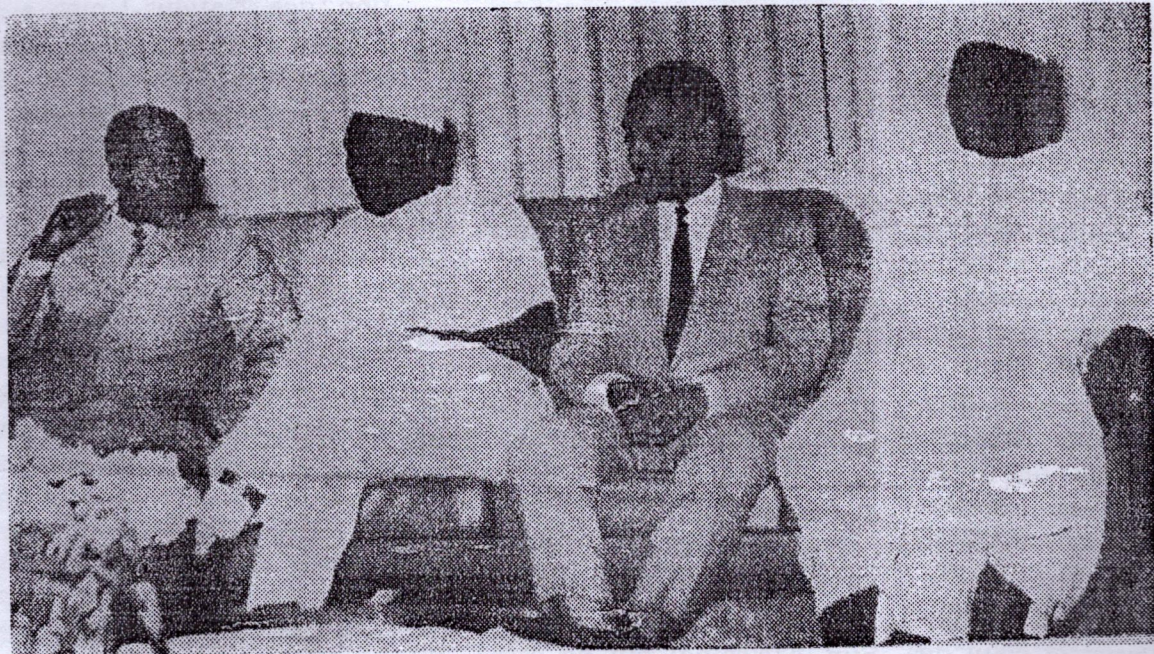
But de cette rencontre ? Développer dans le cadre de l'O.U.A. les relations inter-africaines de coopération régionale en vue d'une totale libération économique et un développement harmonisé de nos pays et aussi pour mettre fin aux courants d'échanges absurdes et contre nature imposés jadis à nos nations respectives.

Rencontre d'importance alors capitale à la suite des différentes conférences des ministres des Affaires Etrangères dont la dernière en date s'est tenue récemment à Dakar et consécutive aussi aux différentes prises de contact au niveau le plus élevé, à savoir celui des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui avaient pris en novembre 1965 d'importantes résolutions.

Les Chefs d'Etat de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, réunis à Nouakchott (Mauritanie) les 12 et 13 novembre 1965.

Considérant les dispositions de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine qui recommandent le renforcement des liens économiques, sociaux et culturels entre les Etats membres en vue de consolider l'U-

(Suite en page 3)



Les quatre Chefs d'Etats riverains du fleuve Sénégal. De gauche à droite : Les Présidents Léopold Sédar Senghor, Ahmed Sékou Touré, Moktar Ould Daddah et Modibo Kéita.

CAMPAGNE D'ALPHABETISATION :

DU TRAVAIL D'AGITATION

Notre propos d'aujourd'hui traitera du Travail d'agitation visant à encourager les locuteurs à fréquenter les classes.

C'est que ce travail d'agitation constitue un maillon d'une importance capitale dans la campagne de mobilisation. maillon qui, faisant défaut, compromet tout le succès à escompter : faute d'élèves, les cours, les enseignants, les manuels ne sont plus nécessaires et l'analphabétisme reste intact.

Les Maîtres d'Enseignement Populaire ont d'abord pour mission de créer et d'entretenir chez les locuteurs le besoin de fréquenter de leur propre consentement les cours, d'être déterminés à s'affranchir de l'anal-

phabétisme : il faut qu'avec ardeur ils volent à la conquête de la science.

Ce libre consentement doit naître de ce que :

1 - Les analphabètes s'aperçoivent que l'ignorance est un désavantage une misère intellectuelle que fait peser sur eux l'ancien régime. L'ancien ayant été liquidé, les citoyens d'un pays indépendant ne sauraient continuer à vivre dans les ténèbres de l'analphabétisme.

2 - Les locuteurs s'aperçoivent qu'apprendre à lire et écrire aller de l'avant et pénétrer dans le domaine de la science c'est à la fois un droit et un devoir d'un citoyen maître de son pays, maître de sa destinée. Puisque c'est un droit, il faut le revendiquer. Puisque c'est un de-

voir, il faut surmonter les difficultés pour l'accomplir coûte que coûte.

3 - Les locuteurs réalisent que les études ne sont pas aussi difficiles qu'ils le pensaient, bien qu'elles exigent des efforts et des efforts soutenus ; que les premières difficultés ne doivent

(Suite en page 4)

Cet après-midi au Stade du 28 Septembre. Grand Meeting au cours duquel prendront la parole les Présidents : Léopold Sédar Senghor, Modibo Keita, Ould Daddah, et Ahmed Sékou Touré.

LA VIE DANS LA NATION

PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION RACIALE

(suite de la page 1)

plutôt l'homme de couleur dans un état d'infériorité et à limiter strictement ses moyens de vie et d'existence font conclure que dans le domaine politique, l'Africain en tant que natif du Sud Africain n'existe pas pour les racistes. Elles vont jusqu'à appliquer la flagellation obligatoire pour « divers délits ». Les statistiques officielles indiquent un total de 850000 coups de verges infligés pendant les 12 dernières années.

Sur les plans économique, social et culturel apparaît toute l'inhumanité du régime de Prétoria. L'un des aspects de la politique d'apartheid consiste à réserver les emplois spécialisés et bien rémunérés aux Blancs et à limiter les travailleurs africains aux occupations subalternes. Voici ce qu'en disent les extraits d'un rapport présenté à la Commission pour l'Afrique il y a à peine 2 ans :

" a) le rapport entre le salaire moyen des Blancs et celui des Africains est à peu près de 15 à 1 dans l'industrie extractive et 5 à 1 dans les industries de transformation.

b) En 1960, les Blancs qui formaient 19,3% de la population, figuraient pour 67% dans le revenu national, la part des Africains qui constituaient 68,4 % de la population s'élevait à 26,5% et celle des gens de couleur et des Asiatiques, qui représentaient 12,4% de la population, était de 6,5%.

c) En 1959, le revenu annuel par habitant était de 425 livres pour les Blancs, de 30 livres pour les Africains et de 54 pour les Asiatiques.

Des enquêtes menées à Durban ont montré que 60% des travailleurs africains ne prenaient pas de petit déjeuner et qu'un nombre d'élèves africains ne recevaient aucune nourriture avant le diner. Une enquête effectuée dans les hopitaux du Cap a révélé que 54% des enfants non-blancs étaient bien au dessous du poids normal et que 17% souffraient d'inanition caractérisée.

Le Dr. Hansen, professeur adjoint de pédiatrie à l'Université du Cap a déclaré il y a quelques années : (le taux de mor-

talité, décès de toutes causes) calculé pour le groupe d'âges de 1 à 4 ans montre qu'il y a 25 fois plus de décès parmi les enfants de couleur que parmi les enfants blancs. »

Le taux général de mortalité infantile des Africains est l'un des plus élevés du monde : plus de 200‰ dans les villes et 300 à 400‰ dans certaines zones rurales. Le taux correspondant pour les enfants blancs est de 27‰ soit l'un des plus bas du monde.

Il en va de même de la promotion de la culture, domaine dans lequel, la connaissance de l'Anglais et de l'Afrikans demeure très insuffisante et que l'Africain éprouve encore plus de difficultés pour s'adapter à une économie dominée par les Blancs qui ne parlent pas les langues tribales et même pour communiquer avec les membres d'autres tribus.

Telle est en gros traits caractéristiques la situation en Azanie (actuellement République Sud Africaine) qui ne cesse de se dégrader progressivement à la faveur de la confrontation née du refus cynique des racistes de tirer leçon constructive de l'Histoire face à l'aspiration ardente, légitime de l'immense majorité africaine de l'Afrique du Sud. Toute cette politique tend à faire disparaître complètement les millions d'Africains d'Afrique du Sud à l'exemple de ce qui se passa avec les Indiens de l'Amérique.

Aujourd'hui la situation est explosive, car quelles que peuvent être les recommandations, les résolutions, les sanctions économiques d'ailleurs formelles, le régime raciste de l'Union n'est pas prête pour les respecter : « Nous sommes bien tranquilles, déclarait Verwoerd, l'O.N.U. ne parviendra jamais à faire appliquer les mesures qu'elle recommande contre nous. » D'ailleurs ajoutait de son côté le Ministre des Affaires Etrangères, les quinze pays qui ont voté contre ces sanctions absorbent 80 % de nos exportations et fournissent près de 70 % des importations de l'Afrique du Sud ».

On sait que jusqu'à ce jour si quelque chose a changé, c'est seulement le fait que l'Armée

Sud-Africaine qui comptait 20 000 hommes en compte actuellement 60 000.

Des armes sont fournies à tous les Blancs par le gouvernement raciste et hommes, femmes et civils reçoivent une véritable instruction militaire parallèlement au renforcement des corps de répression.

Et cela, bien que « l'Organisation des Nations-Unies a déjà précisé dans une résolution de l'Assemblée Générale et réaffirmé dans des résolutions ultérieures que l'évolution pacifique d'une société composée de plusieurs races comme la société sud-africaine, est le mieux assurée lorsque le système des lois et l'ensemble des pratiques visent à assurer l'égalité de tous devant la loi sans considération de race, de croyance ou de couleur et lorsque tous les groupes sociaux participent sur un pied d'égalité à la vie économique, sociale, culturelle et politique ».

Mais l'attitude de l'Union sud-africaine, ses manifestations à l'intérieur du territoire comme sur le plan international, l'impérialisme qui la soutient sans masque, respectent-ils cette résolution qui a valeur de chef-d'oeuvre d'humanisme politique ? Point du tout.

Et c'est ici qu'éclate la contradiction, car en Afrique du Sud, également, là où en sont arrivées les choses démontrent qu'il se pose une question du pouvoir politique. Où les Africains recouvrent la liberté en Azanie occupée par une minorité de racistes armés de pied en cape et prêts à tous les crimes pour préserver leur domination et soutenus par la plus perfide réaction impérialiste, que voilà qui tout naturellement définit les voies et moyens que doivent emprunter les Sud-Africains pour se libérer de l'oppression, libérer cette partie du Continent. Les récentes pendaisons de dirigeants nationalistes n'en sont que des preuves supplémentaires, éloquentes qui justifient que la violence raciste exercée par le régime de Prétoria montre par elle-même que l'usage de la violence révolutionnaire devient la seule voie correcte de libération du peuple Azanien.

Ce qui revient à rappeler aux diverses organisations nationales ou internationales luttant contre l'Apartheid que « fournir une aide morale, politique et matérielle aux mouvements de libération sud-africains dans leur lutte légitime doit signifier correctement l'apport d'une aide en armement divers et en argent car le régime de Prétoria qui bénéficie du soutien entier de l'OTAN, ne survit que par les armes et la répression armée contre le mouvement de libération sud-africain.

Nous serions mêmes en retard sur le point de vue des nationalistes qui, eux, se sont déjà engagés dans cette voie révolutionnaire pour la libération de l'Azanie suivant ainsi le Leader Nelson Mandela, membre du Comité Exécutif du Congrès National Africain, qui déclare

« continuer à prêcher la non-violence en Afrique du Sud c'est manquer de réalisme. La situation actuelle exige des formes de lutte plus dynamiques ». C'est certainement ce que reflète l'attitude du récent Conseil de l'OUA dont les décisions ont tendu au renforcement du soutien plus étendu du mouvement de libération dans les territoires victimes du racisme et encore dominés par le colonialisme ou les minorités racistes.

Le peuple de Guinée qui sous la Direction du PDG, marche d'un pas résolu au coude à coude avec toutes les forces de liberté et de progrès en Afrique et dans le monde se tient toujours aux côtés de nos frères qui luttent en Afrique du Sud contre le racisme, pour la libération du Continent. C'est un principe d'or inscrit dans ses lois et sa constitution et duquel il ne peut se départir. C'est pourquoi en ce premier Anniversaire de la Commémoration de la Journée Internationale de lutte pour l'élimination de la discrimination raciale il renouvelle à toutes ses victimes ses plus chaudes sympathies et se joint à la protestation universelle pour exiger avec tous les hommes conscients la libération immédiate et inconditionnelle de tous les emprisonnés ou condamnés pour leur action en faveur de la liberté et contre le racisme.

LA GUINEE - L'AFRIQUE - LE MONDE

EDITORIAL:

Suite de la 1ère page

unité, la Coopération et la Solidarité africaines.

Considérant la résolution du Conseil des Ministres réuni à Dakar en août 1963 fixant les critères des groupements régionaux.

Se félicitent de la création du Comité Inter-Etats pour l'aménagement du Bassin du Fleuve Sénégal, groupant les gouvernements des Républiques : de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal Comité dont l'existence juridique a été affirmée, par l'adhésion aux deux conventions et ratifiées par les quatre Etats.

Considérant la nécessité d'envisager non seulement la mise en valeur du Bassin du Fleuve, mais aussi de promouvoir un développement économique intégré de l'ensemble du Bassin et des territoires nationaux.

Notant que les préoccupations qui ont été à la base de la création du Comité Inter-Etats, débordent très largement les limites du Bassin du Fleuve Sénégal et intéressent une zone géographique qui couvre l'ensemble des pays traversés par les cours d'eau prenant leur source dans le chateau d'eau régional qu'est le Fouta-Djallon.

Décident de proposer aux Etats Africains et mandatent, à cet effet, le Président de la République Islamique de Mauritanie pour entreprendre les démarches nécessaires.

Décident, d'ores et déjà, à l'intérieur de ce groupement la création d'un sous-groupement régional constitué par les Etats riverains du Fleuve Sénégal.

Décident d'une Conférence annuelle des Chefs d'Etats.

Ainsi la rencontre d'usage des quatre riverains du fleuve Sénégal se situe dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine qui invite les Etats Africains à « coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour ouvrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique », car l'orientation conforme aux aspirations justes et universelles de nos peuples nous oblige à persévérer dans le développement des relations interafricaines.

C'est dire que la solidarité des peuples en lutte pour leur

émancipation totale, pour le progrès et pour la justice humaine est le principal élément assurant la victoire rapide de cette lutte. En ce qui concerne l'Afrique une arme efficace de la stratégie révolutionnaire est la solidarité de ces peuples déterminés à mener cette lutte pour une transformation des structures de nos sociétés sur des bases de justice, de démocratie et d'équité.

C'est cela, qu'en d'autres termes, notre camarade Amed Sékou Touré, Secrétaire général du Parti, Président de la République, disait déjà à la première conférence au sommet d'Addis-Abéba :

« Il s'agit pour eux d'extirper de leurs réalités les séquelles de la domination étrangère, l'esprit d'irresponsabilité, les causes des misères sociales, d'assurer la reconversion vers et pour l'Afrique de toutes les structures et de tous les moyens hérités du système colonial, de donner un fondement politique et moral à l'action unitaire de leur peuple en vue de faciliter la reconstruction sur des bases objectives saines et efficaces des Etats dont l'action moderne et dynamique doit faciliter le progrès social et humain et permettre une coopération fraternelle sur les plans africain et international. En effet, aucune nation prise isolément ne saurait représenter valablement l'Afrique ni réhabiliter totalement ses peuples. La civilisation africaine, la culture africaine, l'humanisme africain, en un mot la contribution de l'Afrique à la vie de l'humanité requiert de tous les peuples africains leur présence consciente et leur unité d'action sur le chantier de l'édification du bonheur universel ».

Ainsi l'industrialisation de l'Afrique, la mise en commun de ses ressources, l'harmonisation et la rationalisation de nos actions pour éviter les contradictions et le double exploit dont l'impérialisme est seul à tirer profit sont les conséquences des options identiques faites par nos peuples. Et la réunion de Labé à l'instar de celles qui l'ont précédée, est la résultante de l'action de nos peuples dont les options et aspirations doivent requérir de nos gouvernements une attitude d'engagement, de réalisme et d'hon-

nêteté.

En effet, si l'Histoire simultanément diverse et commune de l'Afrique nous enseigne que les travaux aussi importants que les aménagements hydro-agricoles, hydro-électriques, le volume des investissements à consentir, l'ampleur des productions que l'on est en droit d'attendre font défaut jusqu'à présent en tant que maillons indispensables de notre développement, cette même histoire nous apprend que ce fût par le fait du colonialisme et de l'impérialisme qui ont savamment joué sur le fameux « diviser pour régner » et empêché une harmonisation et une conjugaison de nos efforts en matière de politique économique. Aussi, sommes-nous en droit d'affirmer que l'une des armes les plus puissantes de nos Etats pour se défendre contre le néo-colonialisme consiste à adopter une politique économique commune nous permettant de nous développer de nos propres forces, convaincus que nous devons tirer de nous-mêmes l'essentiel de nos ressources humaines et matérielles : mobiliser toutes nos ressources matérielles et morales pour lutter contre le sous-développement, attendu que l'indépendance, loin d'être une fin en soi, constitue un moyen, une proclamation solennelle de l'aspiration de nos peuples vers le bien-être et le progrès.

Et nous développer de nos propres forces signifie d'abord éviter toute association qui friserait l'alliance du cheval et du cavalier, alliance où en fait de cheval, les pays sous-développés seraient une triste haridelle, nous développer de nos propres forces, c'est accepter l'effort créateur sans lequel tout le reste n'est qu'un leurre, nous développer de nos propres forces c'est enfin et surtout accepter que le bonheur est en nous, en Afrique et non ailleurs.

Nous développer de nos propres forces signifie donc aussi : — accepter la coopération économique pour résister au chantage économique du néo-colonialisme et de l'impérialisme et sauvegarder notre indépendance.

.. accepter la coopération scientifique et technique pour donner des assises rationnelles à notre développement.

— accepter la coopéra-

tion culturo-politique pour développer notre énergie propre, le génie africain et installer, consolider les structures sociales assurant le bonheur de tous nos peuples, leur développement continu en vue d'apporter à l'humanité entière une contribution toujours plus grande.

La valeur de nos prestigieux dirigeants est de l'avoir compris car le néo-colonialisme, comme le colonialisme, n'est pas une tare dont on guérit à force de soins, mais une tare que l'on ampute — Chirurgicalement.

Ainsi les messagers de la coopération fraternelle que sont nos frères Léopold Sédar Senghor, Modibo Kéita et Mocktar Ould Daddah sont pour notre peuple, symboles de l'amitié, de l'esprit de solidarité — symbole de la coopération. Les distingués hôtes ont aussi leurs noms liés non seulement au relèvement de leur pays, mais à l'unité nationale de leur pays : leur présence signifie en définitive l'Afrique qui s'unit.

Parce que cette œuvre d'union économique, culturelle et politique est déterminante, la route qui y conduit sera rude ; mais aussi parce que nous sommes décidés à y aboutir, notre peuple un et indivisible, de la Mauritanie à la Guinée, du Mali au Sénégal, uni et vigilant, s'engage, nous engage, engage tous les hommes conscients de nos Etats respectifs, à gagner cette bataille pour la concrétisation de ses aspirations pour la satisfaction de ses intérêts supérieurs, c'est-à-dire la bataille pour la concrétisation de ses aspirations pour la justice sociale, pour la liberté réelle, pour son bonheur : pour qu'il n'y ait plus enfin dans nos pays respectifs d'hommes qui s'agenouillent devant d'autres hommes, qu'il n'y ait plus chez nous d'exploiteurs ni d'exploités.

C'est ce que, en communion d'idées et en harmonie avec vous, Honorables frères et distingués hôtes des Républiques sœurs de Mauritanie, Sénégal et Mali, le peuple guinéen, rassemblé en ce jour solennel du 21 mars, proclame avec force.

Plein succès à la Conférence pour un essor toujours plus grand de la coopération interafricaine !

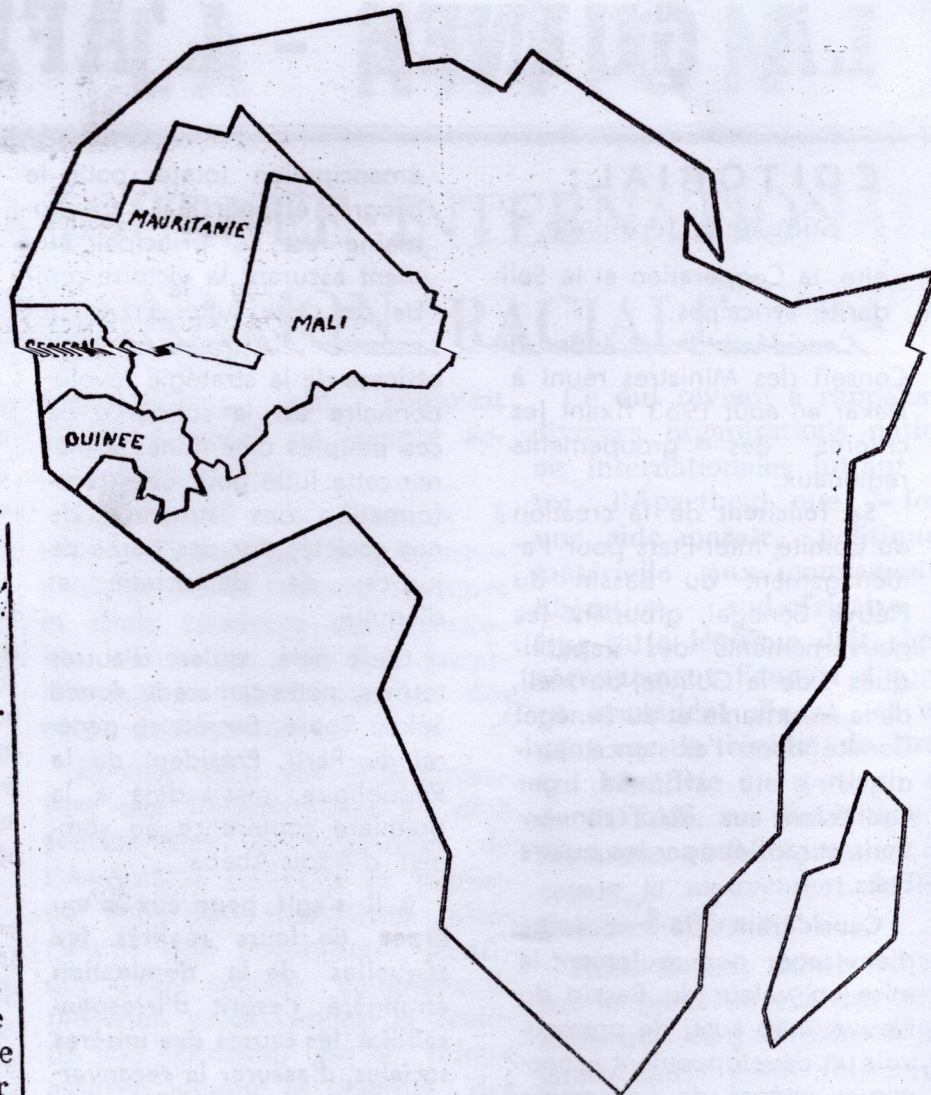
HOROYA

ORGANE QUOTIDIEN
DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE

COMPTE CHEQUES POSTAUX
(C.C.P.) 7770

BANQUE CENTRALE
REPUBLIQUE DE GUINEE
(B.C.R.G.) 32-34-58

LES QUATRE PAYS RIVERAINS DU FLEUVE SENEGAL



AZANIE (OU AFRIQUE DU SUD) Premier anniversaire de la journée internationale de lutte contre la discrimination raciale

Le 21 mars 1968 est le premier anniversaire de la commémoration de la Journée Internationale de lutte et pour l'élimination de la discrimination raciale.

Adoptée par l'Organisation des Nations-Unies (ONU) par une résolution du 21 mars 1967, cette décision intervient en souvenir de l'odieux massacre de Sharpeville.

En effet, c'est dans cette ville qu'en mai 1960, des dizaines de milliers de manifestants sud-africains contre l'Apartheid ont été massacrés par le régime raciste de l'Afrique du Sud. Ainsi ce 21 mars, première commémoration de la résolution de l'ONU, entre-t-il dans l'histoire des peuples, face aux réalités cruelles et barbares du racisme, comme une journée de mobilisation et de lutte pour l'humanité progressiste et les dizaines de millions d'êtres souffrant de ce fléau.

En effet, plus d'un demi-siècle de domination raciale pendant lequel d'après luttés sont menées par les Sud-Africains n'ont pas permis à nos frères d'atteindre à la libération. Ils ne jouissent d'aucun droit civique. Ils ne sont pas autorisés à voter ne participent à aucune assemblée, n'occupent aucune fonction, même réduite, au sein du gouvernement. Il n'y a pas un seul Africain dans l'Armée de l'Union Sud-Africaine. Toutes les libertés de mouvement, d'expression, d'association, politiques syndicales, sociales sont inexistantes. Enfin le système des « réserves pour indigènes » qui constituent de véritables camps de concentration, le renforcement de l'appareil repressif font de la vie des plus de 10 millions d'Africains un enfer permanent.

Une série de lois fascistes destinées à placer l'Africain ou

Suite en page 2



Une des scènes quotidiennes du racisme en Afrique du Sud sur notre photo : un agent raciste fait mordre un Azanien par un chien policier.

Campagne d'alphabétisation

suite de la 1ère page

pas nous décourager ; qu'il ne faut pas nous laisser passer par les autres.

Dès lors les Maîtres d'Enseignement Populaire doivent-ils réaliser que si le contenu de leur travail d'agitation et d'explication doit être riche, il faut aussi, et surtout qu'il soit approprié aux différentes catégories de personnes, aux différents âges et qu'il faut prendre en considération les conditions propres à chacun.

L'action s'avèra alors efficace s'il vise les points suivants comme points de mire :

1 - Il faut faire jouer le patriotisme, l'amour du régime révolutionnaire, la fierté nationale, la confiance en l'avenir radieux à la patrie dotée d'une agriculture et d'une industrie développée, d'une science et d'une technique d'avant-garde : tout cela exige de chacun de nous, un niveau de connaissance élevé.

2 - Dès lors les M.E.P. doivent-ils prouver, chaque fois au moyen d'exemples concrets, l'utilité que présentent la culture et les connaissances scientifiques au point de vue économique politique et dans la vie quotidienne, et cela dans la région où habitent les intéressés, dans les professions qu'ils exercent dans les organisations auxquelles ils appartiennent.

Le moteur qui pousse un homme à faire des études n'est pas toujours le même : les jeunes gens aiment la lecture, veulent aller à l'école comme leurs camarades du même âge (d'autres personnes, plus simplement, désirent copier quelques chansons, écrire à leurs maris ou lire leurs lettres sans avoir besoin d'une tierce personne qui pourrait connaître nos sentiments les plus intimes ; d'autres encore ont besoin de noter dans un registre de commerce ou de dresser le PV d'une réunion.

3 - Les M.E.P. donneront donc aux locuteurs l'assurance qu'ils sont capables d'étudier, d'obtenir de bons résultats pourvu qu'ils soient décidés et persévérants, pourvu qu'ils étudient avec méthode.

Cette confiance doit être consolidée constamment durant les études, par l'aide des M.E.P. et des personnes qui entourent les intéressés, par l'exemple que donnent ceux qui ont obtenu de bons résultats dans leurs études en dépit des difficultés qu'ils rencontrent.

Pour amener les locuteurs à surmonter toutes les difficultés, il faut considérer la liquidation de l'analphabétisme comme une tâche, enseigner donc à chacun la tâche de s'affranchir soi-même de l'analphabétisme et d'en affranchir ceux qui nous entourent.

(A suivre)